

<http://divergences.be/spip.php?article515>



La "Révolution bolivarienne" et la lutte des peuples indigènes du Venezuela

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 9 Septembre/September 2007 - International - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Lettre de la délégation indigène du Venezuela qui a participé à la Rencontre des peuples zapatistes et des peuples du monde, juillet-août 2007, Chiapas. Traduite par zam.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/fsm2006-b1845.jpg>

Frères et sœurs du Comité clandestin révolutionnaire indigène,

Commandement de l'EZLN,

Commission Sexta et l'Autre Campagne,

Frère sous-commandant insurgé Marcos,

Dans vos mains.

"Tzeltalkan, Tojolabalkan, Cholkan, Wayuukanm anunkan, jurüko anun we, inga anii aye wanükü pürria
Weinü, amana we, ta'tüchakan we, aka werajirai wakuaipawa."

Tzeltales, Tojolabales, Choles, Wayuum Anu, nous sommes tous des humains, et pour cela voici la parole que nous vous adressons, frères, sœurs, anciens, en défense de ce que nous sommes.

Il n'y a aucun doute que le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994 et le développement postérieur de la lutte pour l'autonomie des communautés en rébellion du Chiapas ont représenté pour tous les peuples indigènes du continent à la fois une référence indiscutable de la persistance de l'esprit de rébellion et de résistance de nos peuples, mais également et surtout de l'insurrection, au sein de la lutte politique continentale, de ceux que l'on attendait le moins - étant donné qu'ils sont considérés comme inexistantes ou comme ceux qui ont disparu dans un passé lointain, ceux qui sont déjà morts, ceux qui sont insignifiants puisqu'ils sont tellement minoritaires, les attardés, les préhistoriques, ou quelque autre qualificatif condescendant grâce auquel l'histoire coloniale et néocoloniale les a vidés de leur propre histoire.

Il est certain que la démonstration que les communautés zapatistes autonomes en rébellion ont soutenue durant toutes ces années de lutte contre des ennemis parmi les plus puissants fait partie de la longue lutte de résistance que tous les peuples indigènes du continent ont maintenue pendant plus de cinq cents ans ; il reste que, pour la première fois, cette résistance a été assumée avec la ferme décision de s'organiser et de vivre en autonomie et en liberté, une bonne fois pour

toute et sans demander la permission.

De notre côté, nous l'avons compris de cette manière-là, et c'est pourquoi nous avons répondu à l'appel de l'Autre Campagne étant donné que, malgré le fait que dans notre pays les forces qui occupent actuellement le pouvoir de l'Etat-gouvernement du Venezuela s'autoproclament comme "socialistes", "révolutionnaires" et "anti-impérialistes", la lutte que nous menons au jour le jour pour la survie de nos communautés et cultures se construit dans la plus grande urgence.

Nous disons cela car, au-delà des discours anti-Bush et (prétendument) contre le néolibéralisme de notre président Hugo Chavez, il est évident que les plans de développement économiques de la dite "révolution bolivarienne" se fondent sur la mise en marche des plus grands et des plus importants projets et programmes des multinationales de la mondialisation, de ses représentants financiers (FMI et Banque mondiale) et de l'Etat nord-américain dans notre pays.

Ainsi, un seul exemple suffit : l'équivalent de ce que représente le Plan Puebla-Panama pour les peuples indigènes et les campesinos mexicains - avec ce que ce dernier implique en termes d'expropriation de leurs terres, de liquidation de leurs économies de subsistance et de perte de leurs ressources bioénergétiques - s'exprime de notre côté à travers lesdits "Axes de développement", reliés au grand programme impérial intitulé "Infrastructure d'intégration de la région d'Amérique du Sud", qui constitue de manière "déconcertante" (pour utiliser le terme choisi par le sous-commandant dans ses dernières déclarations) l'axe central de la politique économique de la "révolution bolivarienne" du président Chavez.

Un rapide aperçu des nouvelles publiées par les moyens de communication internationaux les plus puissants ainsi qu'un coup d'œil du côté des légendaires intellectuels critiques du continent et du monde entier laisserait croire qu'un grand bouleversement est en train de se produire dans notre pays ; à cet égard, on voit d'un côté ceux qui hurlent au nom de la liberté du capital et de l'autre ceux qui sautent dans l'arène pour défendre avec ferveur l'Etat-gouvernement, ces derniers attirés par le discours "déconcertant" du président Chavez car ils ont l'impression que ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela ressemble à la rébellion du peuple cubain en 1960.

Ainsi, on aurait l'impression que durant les neuf dernières années de gouvernement de la "révolution bolivarienne", le monde a vu se dérouler la lutte d'un gouvernement "socialiste" et "révolutionnaire" contre d'anciens détenteurs du pouvoir qui refusent de perdre leur place.

Cette dernière affirmation, sans être dépourvue de sens, ne peut toutefois pas être considérée comme la "pure et simple" vérité de la

situation que vit actuellement le Venezuela. Il faudrait plutôt dire que, durant les neufs dernières années, le Venezuela a été témoin du remplacement au pouvoir de ceux qui ont profité et abusé du peuple grâce au pouvoir de l'Etat-gouvernement pendant quarante ans par quelques nouveaux éléments qui, une fois arrivés dans le "palais du pouvoir", ont poursuivi les politiques de la mondialisation néolibérale que l'antique caste avait déjà choisie comme direction et destin du peuple vénézuélien. Cela revient à dire que le Venezuela a vu se dérouler, durant la dernière décennie, ce qu'un auteur mexicain décrit de la sorte : un débat entre quelques libéraux-capitalistes orthodoxes, individualistes qui se refusent à céder le pouvoir, et quelques libéraux-capitalistes "communautaires" : en fin de compte, il s'agit bien d'une bataille à l'intérieur d'une même pensée libérale-capitaliste, à mille lieues d'une confrontation entre des visions irréconciliables de la vie et du monde - à laquelle on aimerait nous faire croire.

Dans ce sens, frères et sœurs zapatistes, nous comprenons parfaitement la fausse confusion que le double discours permanent et "macabre" de l'actuel Etat-gouvernement vénézuélien et du président Chavez provoque chez tous ceux qui luttent sur tout le continent pour transformer nos sociétés - en toute honnêteté ! L'exemple le plus récent suffit à nous faire comprendre : le jour du 1er Mai passé, le président Chavez annonçait publiquement la ratification de la reconquête "révolutionnaire" des gisements de pétrole de la vallée du fleuve Orénoque, à l'est du pays. A cette occasion, il fit référence à la lutte que nos communautés indigènes du Socuy-Cachiri, dans la chaîne des montagnes de Perija à l'ouest du pays, la lutte que les peuples Wayuu, Yukpa, Añu et Bari livrent en défense de leurs ultimes territoires et contre l'exploitation des mines de charbon qui avaient déjà été concédées à des multinationales minières par les gouvernements antérieurs, mais dont les concessions ont été également ratifiées et agrandies par l'actuel gouvernement "révolutionnaire" et "bolivarien" ; Chavez dit entre autres : "Jusqu'à ce qu'on me démontre que l'on puisse extraire du charbon sans endommager la nature, ces mines conserveront leur statut de "réserve" car, à choisir entre la forêt et les mines de charbon, je préfère préserver la forêt."

Ces déclarations ont évidemment rempli de joie les communautés indigènes de la zone en question, étant donné que rien moins de le président de la République lui-même annonçait la paralysation des explorations minières en terres indigènes ; pourtant, quelques jours plus tard seulement, l'entreprise de l'Etat-gouvernement (Corpozulia) et les multinationales concessionnaires commencèrent une campagne agressive afin non seulement de garantir la poursuite des missions d'exploration mais également de chercher à diviser les communautés, avec le soutien de l'industrie principale de l'Etat (Pétroles du Venezuela, PDVSA) et des Forces armées nationales. Elles développèrent à cette fin des programmes populistes et assistancialistes, à coup de cadeaux tels que sacs de nourriture, télévisions, frigos - or étant donné qu'il n'y a pas d'électricité dans la région, les électroménagers sont accompagnés de générateurs à essence. Enfin, les dirigeants des communautés se voient de leur côté offrir de l'argent en espèce... Il va de soi que ceux qui

aspirent à recevoir de tels cadeaux doivent signer un acte par lequel il donnent leur accord à ce que l'Etat-gouvernement de la "révolution bolivarienne" puisse commencer l'exploitation des mines carbonifères et, par là, autoriser le déplacement des communautés indigènes de leurs territoires ancestraux et traditionnels.

En outre, il ne faut pas négliger que la supposée "récupération nationale" des gisements de l'Orénoque signifie en fait la ratification de la constitution des dites entreprises mixtes, grâce auxquelles les multinationales pétrolières, y compris la Chevron-Texaco (connue pour ses relations avec la famille Bush, qui en possède certaines parts de propriétaire) devinrent non plus des sociétés concessionnaires liées par contrat à l'Etat vénézuélien mais bien littéralement copropriétaires de notre principale industrie nationale avec jusqu'à 40 % des actions de celle-ci. Autrement dit, pendant que le gouvernement social-démocrate de Carlos Andrés Pérez nationalisait discrètement en 1973 l'industrie pétrolière nationale à l'aide d'un décret qui permettait uniquement l'intervention des multinationales par le biais de contrats de service, aujourd'hui la "révolution socialiste et bolivarienne" offre à celles-ci 40 % des droits de propriété de notre industrie principale.

Il ne fait aucun doute, donc, que le double discours "macabre" ne laisse pas de déconcerter, y compris les plus avisés ; il faudrait se mettre dans notre peau pour pouvoir comprendre tout ce dont il s'agit, tout ce que nous vivons, ce que nous souffrons, et ce contre quoi nous nous battons tous les jours dans nos communautés et dans notre pays.

L'Etat-gouvernement n'a de cesse d'accuser nos dirigeants d'être "agents de la CIA*" ou d'appartenir à de prétendues "mafias vertes" qui, sous le couvert d'être défenseurs de l'eau et de la biodiversité, "jouent le jeu de la droite contre-révolutionnaire qui rêve de coup d'Etat" ; pourtant, il est un fait avéré que ce sont bien les représentants de l'Etat-gouvernement chaviste qui ont pactisé avec les multinationales impérialistes pour livrer les territoires indigènes de tout le pays à l'exploitation des ressources minières, carbonifères, gazifères et pétrolières, et ce contre la volonté et la décision des communautés indigènes du Venezuela.

Nous ne voulons pas vous accabler, frères et sœurs, de tout ce qui pourrait se dire à propos de notre réalité singulière ; quoi qu'il en soit, l'objectif de notre lettre consiste à établir des liens d'union combative avec les communautés indigènes zapatistes autonomes et en rébellion du Chiapas, du Mexique et de tout le continent ; ainsi que l'a affirmé le commandant Tacho dans quelques-unes des déclarations de l'EZLN, notre heure est arrivée ! C'est l'heure des communautés oubliées depuis toujours, occultées, disparues, vilipendées, soumises, exclues ; c'est l'heure que nous nous unissons, que nous ajoutons tous nos efforts à la constitution d'une grande force continentale qui mette en route ce que les Anu du lac de Maracaibo appellent Wakuaipawa ("notre nous") et que les Bari appellent Chiyi barikaeg ("notre communauté") ; il s'agit enfin,

et c'est là l'objectif véritable de cette communication, de notre volonté de fraterniser dans la lutte avec la lutte zapatiste, mais également de permettre à nos frères zapatistes de fraterniser sans peur avec notre lutte, au-delà du côté "déconcertant" que laisse la lecture ou l'écoute du discours de la prétendue "révolution bolivarienne", qui insiste pour parler en notre nom. Fraternisons, frères.

En espérant être présents pour la rencontre de juillet au Chiapas, nous vous serrons dans nos bras.

Organisation Wayuu del Socuy-Cachiri Maikiralasa'lii
Société "Homo et Natura"

Plus d'information ici, avec entre autres ces quelques articles de Lusbi Portillo :

http://www.soberania.org/Articulos/articulo_3268.htm

http://www.soberania.org/Articulos/articulo_3318.htm

* Notre compagnon Lusbi Portillo, professeur à l'Université du Zulia, directeur de l'ONG écologiste "Homo et Natura", qui a été le grand moteur de la lutte pour la défense de la Sierra de Perija, de l'eau et des communautés indigènes de la région pendant vingt ans, non seulement fut accusé par des représentants de l'Etat-gouvernement d'être "un agent de supposées mafias vertes", mais fut également menacé de mort. (Note du traducteur : voir http://www.soberania.org/lusbi_portillo_portada.htm)